

Sous-Direction de la Sécurité Sanitaire des Aliments

78 RUE DE VARENNE

75349 PARIS 07 SP

BEPIAS (Bureau des Etablissements et Produits des Industries

Alimentaires Spécialisées)

Mél : bepias.sdssa.dgal@agriculture.gouv.fr

Paris, le mercredi 16 avril 2025

**ATTESTATION DE DÉCLARATION
D'UN COMPLÉMENT ALIMENTAIRE**

La Direction générale de l'alimentation (DGAL) atteste que **Entreprise individuelle** a effectué le mardi 1 avril 2025, conformément à l'article 15 du décret n°2006-352 du 20 mars 2006 relatif aux compléments alimentaires, la déclaration pour le produit :

**IMMUNITYMUSH
Gélule
Entreprise individuelle**

Plantes :

Nom	Partie utilisée	Préparation	Quantité par DJR
Piper nigrum L.	Fruit	Autre extrait sec	5,0 mg
Grifola frondosa(Dicks.) Gray	Carpophore	Poudre (de plantes séchées ou broyées)	200,0 mg
Ophiocordyceps sinensis	Mycélium	Poudre (de plantes séchées ou broyées)	200,0 mg
Inonotus obliquus	Sclérote	Poudre (de plantes séchées ou broyées)	400,0 mg
Ganoderma lucidum(Curtis ex Fr.) P.Karst.	Carpophore	Poudre (de plantes séchées ou broyées)	400,0 mg

Substances :

Nom	Quantité par DJR
Triglycérides à chaîne moyenne	195,0 mg

Cette déclaration a été enregistrée sur l'application de télédéclaration COMPL'ALIM®, sous le numéro **260325**.

Les informations relatives à cette déclaration restent consultables à l'adresse suivante :

<https://compl-alim.beta.gouv.fr/mes-declarations/260325>.

Cette attestation ne constitue pas une garantie de conformité aux dispositions en vigueur ni une autorisation de mise sur le marché de l'administration.

Conformément aux dispositions de l'article 17 du règlement (CE) n° 178/2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, il incombe au premier metteur sur le marché français de veiller à ce que le complément alimentaire mis sur le marché réponde à la définition des compléments alimentaires au sens de l'article 2 du décret n°2006-352, ainsi qu'aux prescriptions du droit alimentaire qui lui sont applicables, notamment en matière d'hygiène (R(CE) n°852/2004), d'information du consommateur (R(UE) n°1169/2011) et de nouveaux aliments (R(UE) n°2015/2283). À cet égard, il est indispensable de pouvoir apporter la preuve que les ingrédients mis en œuvre disposent d'un historique de consommation dans l'Union européenne avant le 15 mai 1997 ou, à défaut, qu'ils ont été autorisés au titre du règlement (UE) n°2015/2283.

Pour tout renseignement d'ordre général sur le cadre réglementaire applicable aux compléments alimentaires, rendez-vous sur le site de la DGAL à l'adresse suivante :

<https://agriculture.gouv.fr/quest-ce-quun-complement-alimentaire>.

